

Extrait de la contribution au Grand débat national postée par le président du Comité Energie, Edouard Freund, le 10 mars 2019

Le Comité Energie d'IESF estime que beaucoup d'intentions récemment affichées vont dans le bon sens. Il a ainsi noté l'objectif volontariste de neutralité carbone d'ici 2050, une meilleure reconnaissance de la nécessité du nucléaire à court ou moyen terme et un intérêt accru pour les énergies renouvelables pilotables (chaleur, bois énergie, pompes à chaleur) qu'il serait maintenant souhaitable de concrétiser dans les chiffres.

En revanche, le Comité a relevé sur le projet de programmation pluriannuelle de l'énergie certaines orientations qu'il ne partage pas, notamment la pénalisation du diesel au profit de l'essence, alors que le diesel actuel est aussi propre que l'essence pour les émissions de particules et de NOX, mais beaucoup moins émetteur de CO2 : entre 20 et 25%.

Pour aller dans les sens de la priorité reconnue officiellement, à savoir la diminution des émissions de gaz à effet de serre, le Comité recommande de porter l'effort sur:

- la recherche et la technologie, essentielles pour le futur ;
- le stockage direct ou indirect de l'électricité dont des progrès sont indispensables pour tirer le meilleur profit des sources intermittentes;
- la transparence économique complète, y compris tous les coûts induits, dont les destructions d'emplois, les dédommagements, et les démantèlements, transparence incontournable pour l'acceptabilité ;
- une réflexion sur la répartition des aides publiques en faveur d'une société bas carbone dont, selon les indicateurs disponibles, une proportion de 60% a été affectée en 2017 au secteur électrique qui n'était responsable cette année-là que de 6% des émissions de gaz à effet de serre dans notre pays."